



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC D3E

ZI pompey Industrie
54670 Custines

Références : 2026_0217
Code AIOT : 0006207988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement PAPREC D3E implanté ZI pompey Industrie 54670 Custines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC D3E
- ZI pompey Industrie 54670 Custines
- Code AIOT : 0006207988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

installation de tri, traitement et regroupement de D3E

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 5.7	Sans objet
2	rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 30/01/2026, article R.512-69	Sans objet
3	matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	capacité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 1.3	Sans objet
5	tri à la source des D3E	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	Sans objet
6	plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
7	exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement a fait l'objet d'un contrôle par l'inspection le 30/01/2026. L'inspection a notamment constaté la conformité de la protection incendie de l'établissement, au regard des dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation. Il n'a pas été mis en évidence de non conformités particulières sur les autres points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 5.7
Thème(s) : Autre, dispositifs de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction et le volume d'eau généré par les intempéries sur la plateforme de l'installation, sont confinées sur le site. L'installation dispose d'une capacité de confinement, libre en permanence d'au moins 674 m³, collectées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> > des barrières de rétention semi-automatiques au niveau des ouvertures du bâtiment de 20 cm de hauteur ; > les anciennes fosses présentes dans le bâtiment (101m³) ; > une cuve de rétention aérienne (236m³). Le dispositif de mise en rétention du site en cas d'incendie est asservie à la détection incendie. <p>En cas d'utilisation d'une cuve aérienne de rétention, tous les moyens sont mis en œuvre pour garantir un pompage en toutes circonstances des eaux d'extinction avec notamment 1 pompage principal et 1 pompage de secours.</p> <p>Les eaux d'extinction d'un incendie ne sont pas confinées sur les zones de circulation du site. Les</p>

voiries restent hors eaux d'extinction.
Constats : Lors de la visite du 17/10/2024, l'inspection avait constaté la mise en œuvre partielle des moyens relatifs au confinement des eaux en cas de sinistre. A ce moment là, la cuve de rétention aérienne était dépourvue de dispositif de pompage. L'exploitant a présenté une facture de fourniture pour deux pompes de relevage thermiques, daté du 25/02/2025. Les pompes ont été mise en fonctionnement dans le cadre du départ d'incendie du 15/11/2025, au cours duquel les eaux générées par l'extinction d'un véhicule localisé dans la cour de l'installation ont été collectées par la rétention aérienne. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/01/2026, article R.512-69
Thème(s) : Autre, rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]
Constats : L'installation a connu un sinistre le 15/11/2025, d'origine criminelle, cette incident a fait l'objet d'une fiche notification le 21/11/2025, dans les formes prévues par la prescription, sachant que la télédéclaration des accident/incidents n'est attendue que pour les événements postérieurs au 31/12/2025. L'exploitant, au regard de l'origine criminelle du sinistre a mis en œuvre des mesures de sécurité supplémentaires (recours à un service de gardiennage la nuit). Les moyens de lutte contre l'incendie ont été mis en œuvre pour lutter contre l'incendie de benne de déchets et d'un véhicule localisés dans la cour extérieure de l'installation. La gestion du sinistre et les mesures mises en œuvre postérieurement à l'incendie n'appellent pas de remarques particulières de l'inspection. Cet incident n'appelle pas la transmission d'un rapport au sens de la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Autre, matières stockées
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a présenté une extraction de son fichier qui tient lieu d'état des matières stockées. La nature et la quantités des matières présentes le jour de la visite étaient en adéquation avec ce document, ainsi qu'avec la nature et la quantité de déchets que l'installation est autorisée à prendre en charge par son titre d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : capacité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 1.3
Thème(s) : Autre, capacité de l'installation
Prescription contrôlée : Le site peut recevoir jusqu'à 10 000 t/an de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et produits lumineux.
Constats : L'exploitant a présenté le registre des entrées et sorties de matières entre le 01/10/2025 et le 15/01/2026. Ce document répond au formalisme et au contenu attendu par l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Il ressort de ces éléments que sont entrés pendant cette période : > 1622,2 t de matières au titre d'un premier éco-organisme ; > 710,6 t de matières au titre d'un second éco-organisme ; > 81,5 t de matières au titre d'un troisième éco-organisme ; > 348,5 t de matières au titre des activités directe de l'exploitant auprès des industriels ; Soit une quantité de D3E et déchets lumineux de 2763 t entre le 01/10 et le 15/01 (3,5 mois), pour une quantité maximale équivalente de 2917 t (10 000 / 12 x 3,5). La prescription visant le flux de matière entrantes est pour la période concernée respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : tri à la source des D3E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11

Thème(s) : Autre, tri à la source des D3E
Prescription contrôlée : (...) Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions (...)
Constats : Les matières prises en charge au sein de l'installation proviennent de deux flux distinct : les D3E collectés dans le cadre des contrats avec les éco-organismes et ceux dans le cadre des contrats directs avec les industriels. Certains contrats avec les éco-organismes prévoient que l'opération de retrait soit effectuée par le collecteur initial des déchets (par exemple les déchetteries grand public), aussi l'exploitant n'est il concerné par la prise en charges de matières contenant éventuellement des batteries au lithium que pour une partie de son flux de matières entrantes. Les matières entrantes sur le site sont toutes apportés par un transporteur relevant de l'exploitant PAPREC D3E. Les chauffeurs sont formés à l'identification des D3E susceptible de contenir des batteries au lithium. Ces déchets, lorsqu'ils arrivent sur le site sont stockés à l'extérieur dans une zone dédiée. Les batteries séparés sont ensuite stockées dans le bunker dédié au sein de l'installation. L'exploitant a présenté divers éléments de procédure interne, dont en particulier un document de formation à destination du personnel édité le 02/07/2024 et visant à l'identification de ces déchets. Au cours de la visite, l'inspection s'est rendue dans le bunker de stockage des batteries, où a été constaté la bonne mise en œuvre des procédures internes de l'exploitant. En particulier, dans les fûts destinés au stockage des piles et batteries, ces éléments étaient tous recouverts de vermiculite. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Autre, plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y

<p>compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan de défense contre l'incendie, lequel a été mis à jour le 19/01/2026. Ce dernier comporte l'ensemble des éléments listés à la présente prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : exercice de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Autre, exercice de défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu du dernier exercice de défense contre l'incendie, qui a eu lieu le 25/09/2025. Son contenu n'appelle pas de remarques particulières de l'inspection. Il est à noter que l'installation fait l'objet depuis le 22/10/2025 d'un conventionnement avec le</p>

SDIS local pour la mise a disposition de l'installation comme terrain de formation des pompiers. L'exploitant s'attend à la réalisation de 6 exercices par an impliquant sur son site l'intervention du SDIS.

Type de suites proposées : Sans suite